



## Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

### Compte-Rendu

du Comité syndical Séance du 12 juillet 2017

---

Le 12 juillet 2017, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, dûment convoqué le 6 juillet 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :

105

Nombre de délégués présents ou représentés :

62 dont 28 pouvoirs

#### **Étaient présents :**

##### **Titulaires :**

Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Yves FUCHS (Champigny-Sur-Marne), M. Jean-Paul MARTINERIE (Châtenay-Malabry) M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Fatah AGGOUNE (Gentilly), M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), Mme. Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Abdel-Ilah AZMI (Saint-Cloud), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres).

Grand Paris Seine Ouest : M. Hervé LIEVRE, M. Bernard ROCHE

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO

Grand Paris Grand Est : M. Alain SCHUMACHER

Paris Ouest La Défense : M. Eric LE LANN

##### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

M. Hervé WILLAIME (Cachan), M. Jean MILCOS (Clamart), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Anna ANGELI (Le Pré Saint-Gervais), Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), Tiffany CULANG (Saint-Mandé), Mme Carole HOOGSTOEL (Grand Paris Seine Ouest).

### **Excusés ayant donné pouvoir :**

Mme Perrine PRECETTI (Antony) à J.P MARTINERIE, M. Philippe PIERRE (Argenteuil à J. BOULAY, M. Bruno TUDER (Bagneux) à Hervé WILLAIME, M. Merouan HAKEM (Bagnolet) à Anne ANGELLI, M. Alain LOPPINET (Bailly) à Carole HOOGSTOEL, M. Boutaïeb KADDANI (Joinville-le-Pont) à Marie-France PARRAIN, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme. Geneviève GAILLABAUD, M. Bernard ACCART (Courbevoie) à Anne-laure LEBRETON, M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) à Marie-José RAMBEAU, M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury) à Pascal TURANO, M. Yves MENEL (Garches) à Jean-Jacques PASTERNAK, M. Boutaïeb KADDANI (Joinville-le-Pont) à Marie-France PARRAIN, M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) à Thierry-Michel ISOARD, M. Philippe LEBEAU (Pantin) à Catherine PILON, M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) à Stéphane PRAT, Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison) à Sophie DESCHIENS, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à Alain SCHUMACHER, M. Hervé FLEURY (Versailles) à M. Richard DELEPIERRE, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve La Garenne) à M. Patrick LEROY, M. Roland de HEAULME (Viroflay) à Richard TESTA), M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à Tiffany CULANG.

Métropole du Grand Paris : M. Patrick OLLIER à Christophe BOISSIERE ; M. Daniel GUIRAUD à Marie-Pierre de La GONTRIE

Grand Paris Seine Ouest : M. Michel JIAUME à Hervé LIEVRE ; M. Jean Marc SZMARAGD à Bernard ROCHE, Mme Aline de MARCILLAC à Abdel-Ilah AZMI,

Grand Paris Sud Est Avenir : M. Bruno HELIN à Ibrahima TRAORÉ

**Etaient excusés :** Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Seine Ouest), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Alain GUETROT (Saint-Maurice), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), MM. Christian PAGE et Jean-Luc CURAT (Saclay), M. Bruno HAAS.

Métropole du Grand Paris : Daniel GUIRAUD

Grand Paris Seine Ouest : M. Michel JIAUME, M. Gauthier MOUGIN

Vallée Sud Grand Paris : M. Rodéric AARSSE

**Assistaient également à la séance :** Mmes Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, M. Malik SALEMKOUR directeur juridique des finances et de la commande publique, Mme Fabienne PUIG, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mme Mélody TONOLLI, directrice de la communication et du Marketing, M. Olivier BONNEFOY, directeur des services techniques, M. Pierre RAPEAU chargé de l'administration général.

### **Ordre du jour :**

#### **1. Approbation du procès-verbal de la séance du 28 juin 2017**

#### **2. Délibérations :**

- Avenant n°1 relatif au marché de vélos en libre-service - Vélib'
- Convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express
- Actualisation de la délégation de compétence à la Présidente

- Adhésion de collectivité(s) au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'
- Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'
- Retrait d'EPT

### 3. Points divers

**La Présidente** a ouvert la séance à 15h et a constaté que la condition de quorum était remplie.

**Madame GAILLABAUD** est désignée comme secrétaire de séance.

### **1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 28 juin 2017**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 28 juin 2017.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 28 juin 2017 est adopté à l'unanimité.*

### **2 – Délibérations**

#### 2.1 Avenant n°1 relatif au marché de vélos en libre-service - Vélib' (délibération 2017 66)

Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché de vélos en libre-service- Vélib' au groupement SMOOVEnGO.

Conformément à l'article 6.16 du mémoire technique, le groupement conjoint SMOOVEnGO souhaite que lui soit substitué une société dédiée pour l'exécution du marché.

Cette nouvelle société, dénommée SAS Smovengo, est constituée par l'ensemble des membres du groupement.

Par ailleurs, la société SAS Smovengo a fait part de sa décision de renoncer au bénéfice de l'avance telle que prévue à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Ces informations entraînant des modifications du contrat en cours, il convient de les prendre en compte par la formalisation d'un avenant.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **AUTORISE**, la Présidente à signer l'avenant n°1 relatif au marché de vélos en libre-service- Vélib' joint en annexe.

#### 2.2 - Convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express (délibération 2017 67)

L'établissement public « Société du Grand Paris » (SGP) a été créé par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 et « a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation ».

Conformément à l'article 3 de la loi susmentionnée, le schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris a fait l'objet d'un débat public organisé par la Commission nationale du débat public. Le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris a délibéré sur ce schéma et l'a adopté à l'unanimité le 26 mai 2011.

L'ensemble du programme a été segmenté en projets (tronçons) qui font l'objet chacun de déclaration d'utilité publique. La SGP assure la maîtrise d'ouvrage de certaines des lignes de ce réseau qui forment le réseau de transport public du Grand Paris (RTPGP).

Les travaux de réalisation de ce réseau sont susceptibles d'avoir un impact sur le réseau du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la société Autolib' tant en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

Afin de gérer de façon efficace les interfaces entre le réseau RTPGP et celui du Syndicat exploité par la société Autolib', les trois parties conviennent de mettre en place une convention –cadre.

La présente convention cadre est donc nécessaire à la réalisation du réseau RTPGP. Elle a pour objet de définir les principes généraux d'indemnisation et de réalisation des études et travaux de mise en compatibilité du réseau entre la Société du Grand Paris et la société Autolib' ainsi que la prise en compte des éventuels impacts sur l'exploitation concédée.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **AUTORISE**, la Présidente à signer la convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express ci-annexée ainsi que le cas échéant, les actes subséquents.

### 2.3 - Actualisation de la délégation de compétence à la Présidente (délibération 2017 68)

La délibération n°2016 41 du 8 décembre 2016 relative à la délégation de compétence à la présidente, lui donne en outre, délégation de compétence pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

En raison de la mise en œuvre de la compétence Vélib' et de tous les actes qui en découlent, il est nécessaire d'élargir la délégation de compétence à la Présidente afin qu'elle puisse prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous types de conventions, contrats, marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications (par exemple les avenants) dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Afin de garantir la mise en œuvre des différents flux financiers liés à Vélib', il est également proposé d'autoriser la Présidente à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Comité syndical ;

Par ailleurs, les compétences déléguées à la Présidente pourront faire l'objet d'une délégation de signature à la Directrice du Syndicat.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **DECIDE**, de donner délégation de compétence à la Présidente, pour la durée de son mandat et dans le cadre de l'ensemble des attributions du syndicat mixte (socle commun, compétences Autolib' et Vélib') pour :

1°) procéder :

- à la réalisation de tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant maximum annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives ;
- aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires à la gestion des emprunts ;

2°) Pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous types de conventions, contrats, marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

3°) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;

6°) fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

7°) intenter au nom du Syndicat Mixte toutes les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, du fait de l'ensemble de ses activités devant toutes les juridictions sans exception, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales ou commerciales et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation ;

8°) réaliser les lignes de trésorerie dans les conditions et limites définies par la délibération spécifique qui sera prise par le Comité syndical à cet effet et d'en assurer les opérations courantes de gestion

9°) demander l'avis de la Commission consultative des services publics locaux dans tous les cas visés à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

10°) donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature à la Directrice du Syndicat Mixte.

11°) tout autre pouvoir en dehors des cas strictement interdits par la loi.

**PREND ACTE** que, conformément à l'article L. 5211-10 susvisé, la Présidente rendra compte des décisions prises dans le cadre des attributions exercées par délégation, lors de chaque réunion du Comité Syndical et, le cas échéant auprès du Conseil d'exploitation de la régie autonome, lorsque les attributions exercées par délégation portent sur les affaires pour lesquelles le Comité Syndical se substitue au Conseil d'exploitation conformément à l'article 7 des statuts de la régie autonome ; **PREND ACTE** que, les décisions prises par la Présidente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires ; **DIT** que la délibération n° 2016 41 du 8 décembre 2016 relative à la délégation de compétence à la présidente est abrogée.

2.4 - Adhésion de collectivités au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' :  
Juvisy-sur-Orge ; Nanterre ; Alfortville ; Malakoff et le Raincy. (délibérations 2017 69 à 70 ; 2017 72 à 73 et 2017 85)

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE** l'adhésion des collectivités susvisées au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** que le montant de la contribution obligatoire calculé par station Autolib' ou équivalent station pour les collectivités adhérentes sera celui applicable à la date de signature de la convention de déploiement hormis pour Nanterre ; Alfortville ; Malakoff ; **APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service des collectivités au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **APPROUVE** l'adhésion des Villes à l'option Vélib'.

2.5 - Adhésion du Département du Val-de-Marne au SMAVM, et adhésion à l'option Vélib' (délibération 2017 71)

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE** l'adhésion du département du Val-de-Marne au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** qu'aucune contribution obligatoire n'est appelée, sachant que le concessionnaire du Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole est exonéré de droits de voirie vis-à-vis du département du Val-de-Marne **APPROUVE** l'adhésion du département du Val-de-Marne à l'option Vélib'.

2.6 Adhésion de Créteil au SMAVM (délibération 2017 86)

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE** l'adhésion de la commune de Créteil au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** que la commune de Créteil devra signer un avenant à la convention de déploiement sans verser le montant de la contribution obligatoire.

2.7 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' (délibérations 2017 74 à 82 et 2017 87 à 91)

Aubervilliers ; Clichy-la-Garenne ; Colombes ; Ivry-sur-Seine ; Le Pré-Saint-Gervais ; Montreuil ; Neuilly-sur-Seine ; Saint-Mandé ; Noisy-Le-Sec ; Puteaux ; Pantin ; Rosny-sous-Bois ; Saint-Maur-des-Fossés ; Villejuif.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE** le transfert de compétence de location de vélos en libre-service de : Aubervilliers ; Clichy-la-Garenne ; Colombes ; Ivry-sur-Seine ; Le Pré-Saint-Gervais ; Montreuil ; Neuilly-sur-Seine ; Saint-Mandé ; Noisy-Le-Sec ; Puteaux ; Pantin ; Rosny-sous-Bois ; Saint-Maur-des-Fossés ; Villejuif ; **APPROUVE** leur adhésion à l'option Vélib'.

## 2.8 Retrait d'EPT (délibérations 2017 83 EPT PARIS OUEST LA DEFENSE et 2017 84 EPT VALLEE SUD GRAND PARIS)

L'EPT PARIS OUEST LA DEFENSE sur le périmètre (Rueil-Malmaison, Suresnes et Nanterre) ainsi que l'EPT VALLEE SUD GRAND PARIS sur le périmètre (Clamart, Malakoff, Fontenay-aux-Roses, et Bagneux) s'étant substitués aux Communautés d'agglomérations, adhéraient à ce titre au Syndicat.

Pour que ces collectivités puissent adhérer à l'option Vélib', les EPT, par délibération ont restitué la compétence Autolib' aux collectivités susvisées et ont demandé, dès lors que, ces dernières auraient adhéré au Syndicat, leur retrait.

L'ensemble des collectivités ayant adhéré,

**Le Comité syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le retrait de l'établissement public territorial Paris Ouest La Défense et de l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

*L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h40.*

La Présidente,



Marie-Pierre de la Grotte

